



**Les alternatives écologiques au développement durable
Éco-socialisme, décroissance...**

Daniel Tanuro
Yves Cochet
Jean-Luc Pasquinet

Daniel Tanuro (DT)

Ce qu'on appelle aujourd'hui développement durable est une arnaque intellectuelle (« armée durable », « voiture durable »...). À l'origine, c'était pourtant un concept sympathique (cf. rapport Brundtland) : il enchâssait le développement humain dans les limites écologiques. Il faisait suite au rapport du Club de Rome, pourtant pas de dangereux décroissants mais des gens de l'*establishment* : plaider pour une croissance zéro, dans un monde fini. Le premier glissement a eu lieu à Rio en 1992, où l'on a abandonné l'idée des limites, en adoptant l'image des 3 piliers du développement durable, avalisant l'idée de compromis à faire entre environnement, société et économie. D'où une littérature foisonnante sur la façon de faire des compromis entre les trois. Enfin, avec la récente crise financière, a été promu le terme de « économie verte », et ont été adoptées des mesures permettant aux investisseurs, après un constat d'échec du développement durable, abandon du compromis, en fait, l'important, c'est l'économie (et si elle est verte, alors on aura du développement durable).

Le problème était que le rapport Brundtland se limitait à des exhortations morales, esquivaient la question du productivisme. Le moralisme ne peut pas avoir de prise sur les personnes en grande détresse, ni même sur les personnes, les employés mieux lotis, ni enfin sur les dirigeants d'entreprise, ces deux dernières catégories étant convaincues du bienfait du productivisme. Pour compenser le misérabilisme de notre condition humaine, du manque de sens et de notre finitude, croyance en la consommation.

25 ans après la création du concept de développement durable, le constat de son échec est évident, la crise écologique est patente. Le changement climatique menace de très nombreuses populations humaines, et en particulier les plus pauvres. Ceux qui constatent cet échec se répartissent en trois courants :

- l'*écologie politique* : vouloir convaincre les dirigeants de l'absurdité des politiques actuelles, en s'intégrant dans les gouvernements,
- les objecteurs de croissance, *aka* les décroissants : il ne faut pas se contenter de la croissance zéro, il faut réduire (au moins dans les pays capitalistes/développés) la production matérielle et les transports. La plupart des décroissants misent sur la contagion culturelle,
- l'*éco-socialisme* (dont il se réclame) : le productivisme (et son pendant, le consumérisme), « produire pour produire, consommer pour consommer » (Marx) est



inscrit dans le code génétique du capitalisme (tout comme le remplacement du travail des hommes par celui des machines). Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes (Schumpeter). Pas de solution de la crise écologique dans un système productiviste ; il faut donc en sortir (donc croissance verte = pipeau). Il faut donc remettre en cause ce système, et remettre en cause la propriété des moyens de production afin que la satisfaction des besoins réels déterminés démocratiquement soit réalisée. NB : échec de précédents projets socialistes vis-à-vis de l'environnement, qu'il ne s'agit donc pas de suivre.

5 changements majeurs de l'éco-socialisme :

- satisfaction des besoins humains dans le respect des limites et des rythmes de renouvellement des ressources naturelles ;
- *co-évolution* de l'humanité et de la nature : gestion prudente et respectueuse des écosystèmes (la connaissance mécanistique et déterministe de ceux-ci étant impossible) ;
- une alternative *mondiale* ;
- une démocratie radicale, pluraliste, permettant la contradiction, le conflit entre intérêts, besoins opposés, la résolution de ses conflits ;
- un projet *décentralisé* (pas de plans quinquennaux etc.), notamment en termes d'énergies.

Du point de vue stratégique, cela implique que l'effort principal des éco-socialistes vise à introduire parmi les victimes du capitalisme des revendications qui satisfassent des besoins sociaux et des exigences de protection de l'environnement. Quelques exemples. 24 millions de sans-emploi en Europe : demande d'un million de « *climate jobs* » au Royaume-Uni (programme public d'isolation des logements, etc.). Réduction radicale du temps de travail, avec embauches compensatoires et sans diminution de salaire, et réduction des cadences (pour produire moins). Fermeture des secteurs nuisibles (publicité – 3 % du PIB français –, armement...), avec reconversion des employés. Revenus insuffisants (9 % de Belges vivent en deçà du seuil de pauvreté) : demande d'une augmentation des salaires (jusqu'à un niveau permettant de vivre dignement, 1500 € nets), et gratuité de biens essentiels dans la mesure des quantités jugées essentielles (et au-delà, taxation croissante). Favoriser l'auto-organisation, un développement qualitatif (pas quantitatif), expropriation des secteurs de la banque/finance et de l'énergie, qui sont les secteurs qui poussent au productivisme et au capitalisme.

Leviers et alliés : peuples indigènes luttant contre l'exploitation de la forêt et l'entrée dans le système capitaliste, agriculteurs luttant pour une agriculture paysanne et durable, les femmes. L'aliénation productiviste est très forte même parmi les exploités, les opprimés. Un combat difficile, donc, mais nécessaire.

La réduction matérielle se fera dans la justice sociale ou ne se fera pas.



Yves Cochet (YC)

Décroissance. Une vue subjective et personnalisée. Le mot même pose problème, il ne semble pas très positif. Pour Yves Cochet, décroissance équivaut écologie politique, même si EELV n'en est pas encore entièrement convaincue.

Décroissance peut se comprendre dans 3 acceptions :

- pour les médias et le gouvernement, *croissance* = *bonheur* ; décroissance étant l'inverse, (courbes : le PIB mondial/OCDE/UE décroît en moyenne quand on lisse sur 10 ans. Il y a décroissance du taux de croissance).

La décroissance est-elle corrélée à des politiques publiques particulières, des gouvernements de gauche ou de droite ? pour Yves Cochet, cela semble être une tendance globale. « Croissance négative » (Christine Lagarde) = décroissance = récession : terreur des politiques qui ne savent pas trop quoi en faire, et c'est pourtant une tendance lourde. Le capitalisme sera peut-être moins vaincu par la lutte des classes que par la géologie : c'est par la déplétion des ressources naturelles que le capitalisme sera mis à bas.

« *si c'est inéluctable, quel est le rôle de la politique ?* » il est d'inventer des concepts nouveaux. D'où le caractère trompeur du mot « éco-socialisme », assez chargé historiquement. Le socialisme, historiquement, conceptuellement, est lié à certains mots : croissance, développement des moyens de production. Le PIB va décroître, il y aura une récession de plus en plus dure, en particulier pour les plus défavorisés. La croissance ne reviendra pas, la volonté politique ne suffira pas, le modèle étant faussé, basé sur le productivisme. Le PIB va décroître car lié intrinsèquement car lié à l'accès bon marché aux ressources naturelles dont les énergies fossiles. Yves Cochet est pour les énergies renouvelables, mais si on l'avait fait il y a quarante ans, on aurait pu être sauvés ; aujourd'hui, les énergies renouvelables ne pourront pas remplacer facilement les énergies fossiles (du moins pacifiquement et sans heurt). Mais la décroissance ce n'est pas que cela

- décroissance de l'*empreinte écologique*. L'empreinte écologique n'est pas le meilleur indicateur de prospérité (préfère le *Happy Planet Index* : IDH/EE : écolo et tient compte d'objectifs sociaux et écologiques qui rendront la justice sociale – il bannit le mot « besoin », car le besoin humain est infini – même s'ils sont « réels » ou « de base »). L'empreinte écologique correspond à la quantité de surface productive nécessaire pour produire les biens et services que nous consommons et absorber les déchets que nous produisons (13 milliards d'hectares aujourd'hui pour 7 milliards d'habitants). Diminuer l'empreinte écologique dans les pays de l'OCDE (ou autres pays riches, les « 1 % »), et donc en Europe. 150 kWh/personne et par jour comme actuellement en Europe, est intenable. Faire décroître l'empreinte écologique de manière équitable, faire réduire les écarts entre plus riches et plus pauvres.
- Décroissance comme *projet de société*, plus ou moins riant. Yves Cochet anti-productiviste. On pourrait lister les tares du productivisme, et faire l'inverse. La tradition productiviste du socialisme est équivalente à l'idéalisme sans borne du capitalisme (consommation et production infinie, l'homme se conçoit dans le travail, l'économique est déterminant en dernière instance, l'économie qui gouverne tout). Postulats faux : les projets économiques se heurtent aux limites de la planète (« le président des 3 % de



croissance, aller chercher le pouvoir d'achat avec les dents », Nicolas Sarkozy). L'humain a de nombreux attracteurs (politiques, économiques, artistiques, culturels...) qui se chevauchent, et ne peut donc être réduit à l'*homo œconomicus*. Dans ces paradigmes libéraux ou socialistes, indifférence à la nature ; extraction illimitée de matière. Les deux seuls facteurs de production sont le capital et le travail : l'énergie, les ressources naturelles, la matière n'existent pas, sont omis. La nature est inexistant, inépuisable, indestructible. Les décroissants disent que nous faisons partie de la biosphère et que nous ne pouvons nous soustraire aux lois de la nature. Libéraux et socialistes recherchent la productivité maximale ; les décroissants cherchent à mieux connaître les lois de la nature, et d'éviter l'*overshoot*.

Différence avec ses camarades : Yves Cochet pense que la transition sera difficile. L'effondrement est assez probable avant 2020, assez certain avant 2030. Il ne s'agit donc plus de dessiner une démocratie souriante, il n'y a plus le temps : il faut essayer de sauver ce qui peut l'être, en particulier les être humains et ceux d'entre eux qui souffrent le plus. Mais Yves Cochet pense l'effondrement inévitable. Les indicateurs de l'*anthropocène* sont tous au rouge, sauf à se réorienter politiquement, collectivement et individuellement.

Liste de mots magiques : villes en transition, relocalisation, résilience locale, permaculture, auto-suffisance, société partageuse et écologique.

Jean-Luc Pasquinet (JLP)

Issu du mouvement anti-nucléaire, mouvement décroissant, tendance relocalisante.

Vision de l'avenir. Vision de la catastrophe, le catastrophisme. Le mouvement décroissant n'est pas uni, certains pensent la catastrophe inévitable, d'autres pas. Avant la catastrophe était le monopole des sectes, maintenant les scientifiques y viennent aussi, après les anti-nucléaires. La seule raison de s'opposer au nucléaire était qu'il portait intrinsèquement la catastrophe, comme la nuée porte l'orage. Catastrophe inévitable → tirer la sonnette d'alarme. Catastrophe évitable → éviter la barbarie qui pourrait survenir du fait de la catastrophe. Serge Latouche est de ceux-là : « la grande implosion annoncée par Pierre Thuillier ne se produira pas ». La politique de l'oxymore : impossibilité de la généralisation de la société de consommation, et son statut de seul horizon désirable. Le complexe d'Orphée. Distinguo objecteurs de croissance et socialistes. Pour les socialistes, il doit y avoir un avenir radieux. Pour les décroissants, l'Histoire n'a pas de sens défini (l'humanité peut disparaître – Georgescu-Roegen –, etc.) ; l'espoir réside dans le retour à un passé (mais pas de nostalgie), avant le nucléaire, avant les pesticides, avant le tout-automobile.

Alternatives au développement durable. Le développement durable est pro-capitaliste, tandis que la décroissance est anti-productiviste, anti-capitaliste. Le développement durable c'est « polluer moins pour polluer plus longtemps » (Paul Ariès), et le relais immatériel à la croissance matérielle est également une utopie. Alors quelles alternatives ? 1. **Propriété des moyens de production et organisation du travail.** Le mouvement socialiste s'est développé autour d'une vision juridique de l'économie : des travailleurs qui n'ont que leurs bras, des capitalistes qui ont des sous. Ils oublient les lois de l'entropie, les ressources qui s'épuisent, les déchets qui augmentent. Ils ne se posent pas la question du produit : toute marchandise est a priori bonne (tant que ça donne du travail aux uns, et du profit aux autres). La décroissance pense le produit : intensité ressources et déchets la plus basse possible, qui conditionne



l'organisation sociale du travail. De plus, le capitalisme n'est pas seulement un enjeu de propriété, mais un enjeu technique : « la bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les moyens de production » → le capitalisme comme innovation continue, déferlement technologique (cf. antibiotiques), nécessité d'innover continuellement. C'est une distinction majeure d'avec la vision socialiste (par la propriété) du capitalisme. La vision sociale, sous forme de pistes de réflexion : l'association, l'associationnisme, les fonds d'investissement (cf. Terre de Liens : rachat de terres pour développer le maraîchage dans le respect de l'environnement, recréer des zones maraîchères, repenser/recréer la ville et la campagne, notamment aux dépens de la voiture, re-développer le secteur primaire, pour créer des emplois, avec le soutien des régions) 2. **Planification. Socialisme** = opposition à la loi du marché → recours à la planification ? peut-être mais pas communiste. Planification nationale rejetée, mondiale, avec meilleure gestion de la ressource (cf. réserves halieutiques). Les ressources naturelles autres qu'halieutiques, c'est plus compliqué à gérer à l'échelle mondiale, mais ça serait bien d'avoir une planification internationale de ces ressources (notamment pour décider parfois de ne pas les exploiter). Cette planification-ci peut permettre de répondre au marché (actuellement : domestique – gratuit –, national – régulé –, international – où l'on fait ce que l'on veut, même ce qui est interdit chez soi –) → interdiction du marché international spéculatif, militer pour la relocalisation.

Une liste pour finir : arrêt « immédiat » du nucléaire (même au prix d'une substitution par des énergies fossiles), droit au temps partiel choisi, réforme des retraites, égalité homme/femme, annulation dette nord/sud, allocation universelle de 18 à 25 ans, tirage au sort des dirigeants, fonds pour la reconversion écologique...



Réponses aux interventions

DT

Georgescu-Roegen

F Engels : pensait que le soleil allait s'éteindre → tout s'éteint et tout le monde se regroupe autour de l'Equateur avant de mourir...

Marx et Engels n'étaient pas des éco-socialistes, mais n'étaient pas productivistes, n'avaient pas oublié les ressources naturelles et « la nature est le corps inorganique de l'homme », « la seule liberté possible pour l'homme est de gérer ses échanges de matière avec la nature dans la dignité » (Marx).

Le bilan écologique du socialisme ne peut se réduire à celui de l'URSS. L'écologie politique ne peut englober la décroissance, l'éco-socialisme, on ne reconnaît pas dans leur bilan.

Planification décentralisée mais en réseau.

YC

Les socialistes sont productivistes (persiste). Émancipation par le travail, même si le travail est aliénant. Tous productivistes ! L'écologie, la décroissance, est une nouveauté dans son projet. Le bilan des écologistes depuis René Dumont (1974) est : on a perdu ! René Dumont dans sa campagne présidentielle (donc dès l'origine) avait présenté un projet de société, les 35h etc. Les écologistes, depuis les années 1970, ont échoué. Du point de vue social, économique, écologique : catastrophe. Le tout de la politique n'est pas dans les élections, il faut passer par d'autres actions que Jean-Luc Pasquinet a mentionnées, et leur succès (qui devra arriver bientôt sinon...) dépendra de leur association et de leur promptitude, sinon il y aura rupture, effondrement. Élections, oui, mais aussi militantisme (auto-organisation locale). Si le front principal c'est l'anticapitalisme, on se trompe. Une centrale nucléaire auto-gérée n'est pas plus souhaitable qu'une autre ! Prononcer des mots nouveaux. La question n'est pas seulement la propriété des moyens de production, mais qu'est-ce qu'on produit. La gratuité, c'est l'irresponsabilité. Tout kWh a un impact. Il peut y avoir des tarifs sociaux, mais pas la gratuité, pas à 7 milliards. On est 7 milliards parce que on a eu les énergies bon marché.

JLP

Marx est un grand libéral (a largement participé à la révolution libérale). Fort sympathique au demeurant.

La difficulté est de se dire anticapitaliste dans un monde où le concept de capitalisme connaît un succès total. Il ne sera pas aisé de décoloniser l'imaginaire, et encore moins d'imaginer ce qu'on fait à la place. Théorie des trois pieds des objecteurs de croissance : visibilité électorale + expériences collectives (ex plaine des Bordes pour Jean-Luc Pasquinet et ruches) + réflexion sur des projets.



Questions de la salle

Q1: question du sens : surexploitation des ressources naturelles par manque de sens, pauvreté morale, sûrement le plus important des problèmes, le plus ardu. Comment le traiter ? comment relier les 95 % de gens qui ne sont pas conscients de ces problèmes à cette question de sens ?

DT. L'être humain produit son sens, par le travail, médiation indispensable entre nous et les ressources naturelles (on fauche l'herbe pour en faire quelque chose), processus conscient. La question de la production est essentielle pour le sens de l'existence humaine. Les humains sont tous des producteurs ; quand les moyens de production leur sont soustraits, sont contrôlés de l'extérieur, ils perdent la maîtrise, le sens. Système de bien commun généralisé.

YC. Le sens lié au travail et à la relation de chacun au travail ? pas sûr. Historiquement ? il y a 11 500 ans, ça n'était pas le cas, certains individus ne travaillent pas, en aucun sens qu'il soit (vrai aussi dans quelques civilisations lointaines). Le travail est ce qui ajoute de la valeur à la marchandise (Marx). Le travail est central dans cette définition du sens, à laquelle Yves Cochet ne croit pas. On ne peut imposer un sens (unique). Nous sommes des êtres uniques, à chacun de trouver son sens.

Q2: la consommation, c'est peu important. Le gros de la population mondiale se trouvera dans les pays en voie de développement, où la consommation de produits superflus n'est pas le problème. Ils ont besoin d'accéder à des biens dont ils ne disposent pas aujourd'hui.

DT. Difficulté colossale : les pays du Nord doivent réduire leurs émissions de GES (~95 % d'ici 2050), et l'ensemble de la planète aussi (50 %) → besoin d'une décroissance de la production matérielle internationale, pays riches et globalement. Le partage des richesses et ressources est un casse-tête insoluble dans l'état actuel des choses. On ne peut qu'indiquer des pistes d'action politique : telle ou telle production est nuisible, inutile (effet de contagion, d'entraînement). Par exemple politique délibérée de sortie de l'automobile. Secteur du logement réduisant ses émissions de GES par une nouvelle forme de politiques publiques pas centralisées, mais auto-organisées.

YC. La question du Sud est difficile, mais est-ce seulement une bonne question ? On se place dans un monde où tout le monde se met ensemble pour coopérer etc. mais on n'a même plus le temps de créer un nouveau parti (autre qu'EELV)... Chine/France : on s'émerveille de la croissance de la Chine, mais jamais (tous) les Chinois ne vivront comme nous, ni maintenant, ni en 2100, pour de simples raisons matérielles : il n'existe pas assez de cadmium, d'acier, de pétrole, etc. En 2008, 36 millions de voitures en France et autant en Chine. Il faudrait 900 millions de voitures pour que la Chine ait le même nombre de voitures/personne qu'en France. C'est impossible, d'autant qu'il faut aussi en compter autant pour l'Inde et prendre en compte tous les autres biens de consommation courante. On ne peut tout recycler à l'infini.

Le *peak-phosphorus* est aussi inquiétant que le *peak-oil*. L'espoir ce sont les initiatives locales. On n'a plus le temps de faire de la planification, de la transition sympathique et progressive...



Q3 : effondrement faute de ressources naturelles (énergétiques) : le consensus ne tiendra pas, il y aura des conflits. Échec des écologistes. Échec actuel car pas assez d'État (et non pas trop d'État).

DT. ne croit pas au collapsus : les énergies renouvelables peuvent satisfaire les besoins énergétiques de l'humanité avec les technologies connues. 15 à 20 fois les besoins de l'humanité peuvent être couverts par les énergies renouvelables d'après le GIEC, mais il ne faut pas attendre 125-20 ans : pour faire la transition, il faut donc abandonner l'exigence de rentabilité.

Q4 : harangue contre le productivisme, mais comment faire ? quelle consommation réduire, comment procéder en pratique, à quelle échelle, quels critères de superfétatoire ? comment dire à certains de cesser de croître ? qui décide ?

Q5 : une colossale catastrophe nous attend. Il faut donc une colossale audace. Être anti-capitaliste ne suffit pas. Je suis anti-capitaliste, anti-communiste, car anti-industrialiste etc. Il faut remettre en cause le mot même de civilisation. Propose de ne plus jamais dire « développement », pays en voie de développement, mais « enveloppement, plus jamais « civilisation », mais « sylvilisation » ...

JLP. Il faut recréer une société, qui est comme la nature, la victime du productivisme. Concrètement ? bah ça nous entraînerait trop loin.

DT. Pas trop pour en finir avec la civilisation, même s'il aurait bien aimé parfois... mais est attaché à la civilisation, au développement. Notre système est paradoxal car il développe les biens matériels, mais nous sous-développe du point de vue des relations humaines (plus d'universalisme, spécialisation extrême).

Q6 : une des grosses erreurs de Marx était de ne pas avoir prévu que les ouvriers voulaient devenir des bourgeois. Il est des choses qui sont du ressort du gouvernement : taxer les transactions financières, passer à la semaine de 30 heures... Mais il est des choses qui sont du ressort de l'individu : consommer moins, refuser la publicité... → besoin d'être uni et ne pas se déchirer entre mouvements concurrents.

Q7 : partage le discours catastrophiste. Mais que fait encore Yves Cochet en politique ? sa notoriété ne serait-elle pas plus utile ailleurs ? la politique peut-elle encore faire quelque chose ?

YC. Croit encore à la possibilité d'influencer le grand public, les gens de l'ENS, le président Hollande... sinon il n'y aurait plus qu'à chercher sur terre un endroit écarté etc. – à supposer qu'il existe. Va cesser la députation, et s'occuper de collectifs, d'associations, d'initiatives locales (éco-village etc.) pour essayer, quand l'effondrement surviendra, de laisser la trace d'une idée. L'effondrement étatique c'est extrêmement grave, sur le plan sanitaire, sécuritaire etc. Il faut donc inventer des organisations locales et simples ; la taille est très importante en politique. EELV est très europhile, pense que c'est la solution à tous les maux – or l'Europe c'est grand, sûrement trop. Est-ce maîtrisable sans un trop grand déversement d'entropie ? Si l'Europe pouvait faire quelque chose, ce serait d'aider à la création d'éco-villages en Europe.



DT. « La commune est la forme politique enfin libérée de l'émancipation du travail » (Marx)... et d'une économie soutenable, qui fonctionne en réseau. Oui, catastrophe, dont il faut prendre conscience pour un bouleversement mental – condition nécessaire mais non suffisante du renversement du système, qui ne s'effondrera pas tout seul. Il y aura crise et effondrement (avec son lot d'exactions et d'injustices), mais pas mort du système, il survivra.

Q8: à quoi servira le salaire minimum de Daniel Tanuro dans un monde où tous les besoins minimum seront couverts gratuitement ?

JLP. Pour remettre en cause la valeur travail, sur laquelle s'appuie la société capitaliste ; le capitalisme conçoit le travail de telle sorte qu'il développe les forces destructrices.

DT. Gratuité pour des besoins de base, un salaire pour ce qu'il y a au-delà (taxation progressive).

Q9: pense important de revoir le rapport avec les animaux.

JLP. C'est en effet un défaut de la société capitaliste, qui réifie la nature, en tant que faite pour l'homme. Il faut changer cette vision de la nature comme objet.

DT. Le capitalisme considère les animaux (dont les humains) comme des facteurs de production, des entités inanimées... il existe des mouvements plus respectueux des animaux, mais il y a encore beaucoup beaucoup de progrès à faire.

Q10: agriculture paysanne, *peak-phosphorus*... mieux avant ? mais n'y a-t-il pas du mieux par l'innovation (cf. agro-écologie) ?

JLP. Il n'y a pas de solution technique aux problèmes posés par la technique.

YC. Oui, le phosphore est un problème. La solution à la pénurie de phosphore est de recycler localement les phosphates produits (déchets physiologiques). Chine et USA interdisent l'exportation des phosphates (d'où place dominante du Maroc sur le marché). Le problème de la permaculture est qu'elle n'est pas encore adaptée à la grande culture. L'agroécologie, si. La permaculture est une production extrêmement intensive, en rendements et en emploi : 5 emplois/ha en permaculture, contre 1/ha en agriculture conventionnelle (maraîchage).

Q11: Avec les énergies renouvelables, on serait capables de couvrir 15 à 20 fois les besoins des humains ? Ce sont des sources diffuses, mais il y a aussi un problème d'échelle. La généralisation est problématique, en particulier du fait de la déplétion en métaux essentiels à leur production.

YC. Les renouvelables : je ne crois pas du tout. La source technique est basée sur une hypothèse de mondialisation, de solutions high-tech... donc sur une hypothèse de maintien de notre style de vie actuel. Si François Hollande avait pour ambition de revenir au niveau de vie du temps des Mérovingiens, ça serait un programme politique ambitieux, low-tech, peu dépendant des énergies fossiles. Ça, ça serait ambitieux ! Droit au voyage ? En 2025 environ, il n'y aura plus d'aviation commerciale de masse, d'après moi. Ça c'est de l'effondrement ! La sécurité sociale, la poste, les télécoms... seront impossibles à maintenir. La maintenance de l'internet sera



impossible, car dépendante de ressources rares et en sérieuse déplétion : métaux rares, énergies fossiles... la géologie politique est inquiétante. Ce style de vie, très connecté et très high-tech, ne peut continuer, pour des raisons géo-ologiques. Économie immatérielle ? mais non ! c'est de l'industrie lourde que l'on ne voit plus, car délocalisée. C'est la connexion du monde qui va s'effondrer.

DT. L'effondrement aurait mérité une conférence en soi. C'est du pipeau popularisé par Jared Diamond et ses écrits sur l'Île de Pâques, les situations ne sont pas comparables. Les effondrements ont déjà été prévus plusieurs fois dans l'Histoire, et n'ont jamais eu lieu (cf. Justus von Liebig, Meadows, Ehrlich&Ehrlich...) → on repousse le problème en le complexifiant. Ces alertes à la catastrophe génèrent la peur, et limitent donc les capacités créatrices, adaptatives. À moins que les climatologues se trompent, la réduction des émissions de GES telle que souhaitée, est impossible. Il est donc important de se battre collectivement sur des revendications structurelles. Pour financer la transformation du système énergétique, il faut détruire le système actuel pour en construire un nouveau ; besoin de fonds pour ce faire, d'où besoin de saisir les biens des industries énergétiques et polluantes.

Q12: on oublie que demain n'existe pas. On ne connaît pas le futur, donc on devrait arrêter d'essayer de se faire peur (stérilisante) pour penser plutôt à ce qu'on pourrait créer.

Q13: l'utopie c'est le capitalisme, pas nous.

Q14: je ne comprends pas pourquoi il y aurait effondrement. Pourquoi *peak-something* □ effondrement de l'Etat **français** ? restons raisonnables et ne parlons pas de fin du monde.

JLP. La faim dans le monde, les accidents nucléaires etc. c'est déjà une destruction continue, une catastrophe en soi... La loi qui dirige l'activité productrice est une loi de perte irréversible (cf. Georgescu-Roegen). Ce n'est pas quelque chose de mystique, c'est réel. Par exemple, les antibiotiques : si on continue à en consommer autant, l'humanité risque de disparaître, même sans nucléaire. Enfin, la relocalisation n'est pas tout le temps possible, par exemple dans le cas d'un accident nucléaire majeur en France. On n'est pas pour autant fatalistes, on risque de tous mourir, mais on ne s'en fiche pas.